

11 décembre 2023 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déplacement à l'occasion des 2 ans du plan France 2030.

Mesdames, Messieurs les ministres,
Mesdames, Messieurs les parlementaires,
Madame la Présidente du Conseil régional,
Monsieur le Président du Conseil Départemental,
Monsieur le Maire,
Mesdames et Messieurs les Maires,
Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités.

Merci d'abord cher Guillaume FAURY de nous accueillir ici chez vous, dans ce lieu de réussite industrielle. J'ai beaucoup aimé la formule « une startup qui a réussi », et c'est tout le mal que je souhaite aux start-ups qui viennent de nous présenter leur projet. Mais c'est exactement cela et il ne faut jamais l'oublier.

Les grands groupes, qui sont une force française, ont d'abord été des entreprises naissantes, fragiles qui ont failli mourir plusieurs fois, qui ont plusieurs fois échoué, qui ont résisté, qui ont appris leurs échecs et qui ensuite ont franchi les différentes étapes. C'est exactement ce que nous voulons avec France 2030.

Alors vous retrouver ici et dans ce site, c'est au fond célébrer cette aventure industrielle collective à Toulouse, dans cette capitale qui n'est pas simplement celle du rugby, mais également en effet, de notre aviation devant ce petit bijou que vous avez testé il y a quelques jours, qui va nous permettre, je l'espère, d'avoir un des champions de l'aviation zéro émission, cet avion hybride et qui est au cœur de la stratégie que vous avez rappelée. Je serai très rapide sur ce point : on l'exposait au Bourget avec les acteurs de l'industrie il y a quelques mois.

Au fond de se dire : nous pouvons rester une grande nation de l'aéronautique en réussissant la décarbonation et en investissant chaque année, en effet, plusieurs centaines de millions d'euros pour financer des carburants durables, dont certains se développent là aussi massivement dans la région, pour financer une motorisation beaucoup plus légère, transformer l'ensemble de la chaîne et de la production et vos systèmes à venir et pour aller aussi vers l'hydrogène, tout ça étant des modèles complémentaires auxquels nous croyons parce que nous y sommes tous engagés, de l'électrique à l'hydrogène en passant par l'hybride.

Je vais en effet remercier l'équipe de France 2030, les différents ministères, toutes les équipes qui ont intégré. Je ne vais pas reprendre ce que Bruno BONNELL a très bien fait tout à l'heure en citant l'ensemble des coéquipiers de BPI à Business France, en passant par les ministères, les organismes de recherche, agences, mais également les collectivités territoriales.

Je voudrais essayer dans quelques minutes d'abord de replacer France 2030 dans une stratégie plus large. Parce que, au fond, si on avait mis l'objet France 2030 dans un écosystème ou en tout cas une stratégie macroéconomique qui n'était pas efficace, ça ne donnerait à peu près aucun résultat. Et donc tout ça se tient. Et je le dis parce que sans doute l'un des défauts de notre pays a été que trop longtemps nous avons déploré des conséquences dont on avait chéri les causes. On ne peut pas vouloir de l'innovation et de la réindustrialisation si on continue d'aimer les taxes qui augmentent, de sanctionner la réussite et de ne pas faire les réformes qui permettent de réussir. Et parfois, ces réformes sont aussi très impopulaires. Et on est au terme d'une année où on a eu des réformes, j'en sais quelque chose, qui ont été très impopulaires.

Mais quand on est un pays qui a un système qui est complètement décalé par rapport aux autres, on ne peut pas dire "Vous allez voir, on va avoir des champions, on va réussir" et ne pas faire ces réformes. Tout se tient. Et tout se tient, mais il faut qu'on arrive à remettre l'ensemble de ces réformes, transformations, et je viendrai ensuite aux objets et aux horizons, au fond, autour d'un cap qui a du sens.

Et quel est pour moi le cap de notre nation quand on regarde de la recherche jusqu'aux objets les plus industriels ? Quel est le sens de ce qu'on veut faire ? On veut atteindre trois objectifs : la souveraineté, c'est-à-dire notre indépendance ; le plein emploi, et donc sur notre territoire partout permettre d'avoir un travail, de nourrir sa famille, de donner un avenir à nos enfants ; et la décarbonation, c'est-à-dire au fond l'objectif climat, baisser nos émissions et sauver aussi notre biodiversité.

Ces trois objectifs, à chaque fois qu'on en prend un détaché des autres, on se trompe et c'est parfois ce qu'on a fait, c'est ce que d'autres font. Si on dit : « on va foncer sur le climat, qu'importe l'industrie, c'est une erreur profonde ». Parce que quel serait l'avenir d'un pays qui va chercher à décarboner son économie en sacrifiant

ses emplois ? Un pays à qui on va dire : « très bien. Nous, on va décarboner, on va être sur notre trajectoire, mais on ne saura plus financer nos hôpitaux, notre école ou autres ». Non, c'est un schéma qui est insoutenable. Dire : « on va réindustrialiser et être souverain en oubliant le climat », là aussi, c'est un schéma insoutenable. On ne va pas livrer une planète à nos enfants qui n'ira pas vers la neutralité carbone 2050 ou ne préservera pas la biodiversité. Et faire cela en oubliant ce qu'on a vécu à plein pendant le Covid, en ne voulant pas regarder la géopolitique actuelle, qui est que nous avons une vraie compétition, c'est une erreur massive parce que vouloir aller vers la décarbonation ou défendre le plein emploi en sacrifiant notre souveraineté et les chaînes essentielles de notre indépendance, c'est faire le choix d'un modèle de court terme. On doit tenir ensemble les 3 objectifs et je crois que c'est totalement possible. C'est ce que nous sommes en train de faire et France 2030 est au cœur, en quelque sorte, de ce nexus.

Alors pour ça, on a ensemble réussi ces dernières années à mener plusieurs réformes : réforme du marché du travail avec les fameuses ordonnances, de simplification, réforme de l'assurance chômage. Maintenant, France Travail qui arrive. On a simplifié nos règles pour se dire : on se met au fond comme nos voisins. Ça ne doit pas être plus compliqué d'embaucher et de changer l'activité en France qu'à l'étranger. Ça ne doit pas être un système qui est déraisonnablement plus généreux en France qu'à l'étranger. Et en faisant ça progressivement, on a donc mené ces réformes.

En parallèle, on a mené des réformes fiscales importantes qui ont conduit à baisser nos impôts, même si on reste une des nations où le taux de fiscalité le plus élevé dans l'OCDE. On a baissé par rapport à la tendance, de plus de 60 milliards nos impôts, moitié ménages, moitié entreprises en le concentrant sur une chose qui est la création d'activité et le travail.

Là aussi, en incitant davantage à investir, la fameuse "Flat Tax", en baissant l'impôt sur les sociétés d'un tiers à 25 %. Imaginez, et devinez quoi ? L'impôt sur les sociétés rapporte aujourd'hui plus d'argent qu'il y a 5 ans. Parce que ça marche. C'est-à-dire que quand on baisse la fiscalité jusqu'à un certain niveau, ça crée de l'activité et ça attire de l'activité. Et on a aujourd'hui une fiscalité comprise sur le capital qui produit plus de richesse pour financer notre politique publique que quand elle était confiscatoire. Et donc, on a mené une série de réformes fiscales.

On a mené des réformes économiques sectorielles dans différents domaines, des mesures de simplification, la loi ASAP, les lois PACTE, etc. Des mesures de réindustrialisation, de territoires d'industrie à la politique de relance après le Covid, jusqu'à la loi industrie verte. Le plan export encore récemment, avec les grands acteurs qui sont là et des réformes profondes comme celle de l'apprentissage qui a permis de simplifier massivement les choses.

A côté de ça, on a commencé à réinvestir et réformer nos universités, nos grandes écoles, nos organismes de recherche avec la loi dite ORE, la loi de programmation pluriannuelle, 25 milliards de plus sur ce secteur sur la décennie, avec les annonces que j'ai faites en début de semaine, là aussi, dans la matière. Derrière cette stratégie, en 6 ans, on a déjà des résultats qui sont très concrets. En 6 ans, on a créé 2 millions d'emplois salariés. Collectivement, c'est le fruit d'une mobilisation collective des entrepreneuses, des entrepreneurs de nos territoires et de ce cadre macroéconomique. On est passé de 9 % à 7 % de chômage là où la plupart de nos voisins en Europe ont plutôt stagné, en tout cas, ont maintenu leur niveau de 2017. On a dans la zone euro la meilleure combinaison, taux de croissance, création d'emplois en 6 ans. Là où on avait détruit depuis le début de la crise financière 300 usines, on en a recréé net 300. Et pour la première fois depuis 12 ans, on a recréé de l'emploi industriel, plusieurs centaines de milliers d'emplois créés. On a recréé de l'emploi industriel net.

On a le taux de chômage des jeunes le plus bas depuis qu'on le mesure, et le taux d'activité le plus haut depuis qu'on le mesure. Et cela, nous l'avons fait en tenant notre objectif des accords de Paris, c'est-à-dire en réduisant nos émissions de CO2 deux fois plus vite que dans la période précédente. Et donc partout où on vous dit : il faudrait choisir entre l'industrialisation et le climat, les 6 dernières années de la politique française sont la démonstration du contraire.

En faisant ça, évidemment, on a baissé notre chômage. On est passé de 250 000 apprentis par an à aujourd'hui plus d'un million et on a conjuré beaucoup de ce qui étaient des fatalités françaises. Ça, c'est le résultat du boulot collectif. Et ceci n'aurait pas été possible sans ces réformes et votre mobilisation collective. Tout ça, c'est le terreau sur lequel on lance France 2030. Mais si tout ça n'existait pas, tout ce dont on a parlé serait resté, même en deux ans, des formidables projets. C'est pour cela que je voulais ramener la base, la fondation. Il n'y a pas de projet industriel qui marche s'il n'y a pas une politique macroéconomique, de recherche, d'innovation, de développement économique qui derrière, se tient et doit rester la même. Ça, c'est la clé et c'est le premier point que je voulais faire.

Le deuxième point, c'est qu'on est en train d'essayer de faire ça maintenant, au niveau européen, c'est le fameux agenda de Versailles. C'est ce qu'on va conduire dans les prochains mois, on a commencé à mettre en place les grands jalons, on l'a mis en place avec ces projets d'intérêt généraux européens.

Maintenant un autre défi, en particulier au moment où je vous parle, c'est de réussir à consolider sur cette action, mais à encore l'accélérer. Et c'est indispensable parce que le monde va lui aussi plus vite, parce que la

compétition est encore plus dure. D'où le choc sur les savoirs fondamentaux et l'accélération qu'on donne à notre politique scolaire : écoles, collèges, lycées. D'où l'accélération, avec la réforme qu'on est en train de mener du lycée professionnel et ce qu'on est en train de faire sur le premier cycle universitaire. D'où la stratégie recherche annoncée il y a quelques jours. D'où également l'accélération de ce que nous sommes en train de faire en matière d'innovation avec les formidables réussites de notre écosystème. Mais on doit aller plus vite, plus fort.

Notre écosystème de start-up, grâce à la French Tech, à tout ce que vous avez fait collectivement, BPIFrance, les équipes Innovation France 2030, le plan deeptech fait qu'on a environ 300 start-up par an qui sont en train de décoller. L'objectif qu'on doit se donner, c'est 500 par an d'ici à la fin du quinquennat. Là aussi, nous allons accélérer, mettre en place des choses beaucoup plus fortes et transformantes, et nous appuyer sur nos résultats, mais aller beaucoup plus loin.

Nos résultats sont là, je les évoquais sur le niveau national, et on a réussi ces 4 dernières années à être le pays le plus attractif d'Europe. On a réussi à multiplier par 10 en 10 ans nos levées, mais là aussi, sur ces sujets, on doit aller plus vite et plus fort. Alors sur toute cette stratégie qu'on est en train d'accélérer, France 2030 a été un catalyste, en quelque sorte, de l'accélération. France 2030, c'est du concret, vous l'avez très bien dit par vos propos. Ce sont 3 200 projets portés par des entreprises, des organismes de recherche, des universités, qui ont déjà été soutenues avec la sélection que vous évoquiez. C'est la production d'un million de véhicules électriques et hybrides d'ici 2027, 4 nouveaux projets de gigafactories d'électrolyseurs, le doublement de la production de puces électroniques d'ores et déjà, avec ce qu'on a fait sur le site de Crolles.

Ce sont 5 bioclusters, 12 nouveaux instituts hospitalo-universitaires, c'est l'Agence d'innovation santé, notre plan à 7,5 milliards d'euros en santé, ce sont les premiers projets de métavers dans la culture qui font de nous un des leaders européens. C'est le doublement de la capacité de tournage en France, avec la grande fabrique de l'image. Trois studios de tournage ont ainsi été lancés, qui nous permet de recoller sur les retards qu'on avait avec les Britanniques et de faire de nous là aussi un des leaders de la Culture et des industries culturelles et créatives en Europe. Ce sont 30 000 places en formation diplômante en deux ans, ce qui est essentiel pour les talents. Ce sont des projets ancrés partout sur le territoire parce que 60 % de ce qui a été financé par France 2030 est alloué en des projets hors Île-de-France.

Pour ne prendre qu'un exemple, en Occitanie, Madame la présidente du conseil régionale, la région a bénéficié, on en parlait, de 1,2 milliard d'euros d'aides déployées aujourd'hui pour plus de 900 millions d'accompagnement de la région. À chaque fois aussi des collectivités et des communes qui sont venues à nos côtés, d'autres financements privés qui sont venus à nos côtés et je pourrais citer, parmi d'autres, l'Institut hospitalo-universitaire HealthAge, prévention, vieillissement en santé et Gérosience, porté par le CHU de Toulouse, centré sur la prévention et la longévité en bonne santé. Les projets, par exemple Microphyt qui vise à devenir le leader mondial de la production d'ingrédients naturels issus de micro-algues ou Loft Orbital qui développe des constellations de satellites pour ne prendre que quelques-uns des projets emblématiques parmi les 470 d'Occitanie que vous voyez sur cette carte.

Mais au fond, au moment où je vous parle, on a fait toute cette stratégie nationale, on a essayé de la faire au niveau européen, on a lancé en plein Covid France 2030, convaincus qu'il fallait encore accélérer à ce moment-là. Si je suis là, devant vous, c'est pour vous dire deux mots : merci et encore.

Merci parce que tout ça, ces projets, ces investissements, ces emplois créés, c'est votre travail collectif. C'est ce qu'on a su faire, c'est de la confiance, c'est, je le sais aussi, énormément d'engagements humains parce que derrière tout ça, ces chiffres, ces stratégies, ce sont des aventures humaines. Et à la fin, c'est ce qu'il y a de plus beau. Des start-ups aux entreprises familiales, aux grands groupes, ce sont des aventures humaines. Et tout ça, c'est votre engagement. C'est du sacrifice immense fait sur votre temps personnel, le temps de vos familles et beaucoup d'enthousiasme.

Encore, parce qu'on n'est pas du tout arrivé. On n'est pas du tout arrivé. Et donc c'est formidable, il faut célébrer les anniversaires. On n'est pas en train de rater. Je suis très claire. Et si je devais vous dire les choses en toute sincérité, je pense qu'en Europe, on fait très bien les choses et que fort de tout ce que j'ai dit, je pense sans doute qu'on a une des stratégies les plus efficaces au niveau européen. Parce qu'il y a peu de stratégie en Europe qui produisent autant de résultats au moment où je vous parle. Je ne vois pas d'autres Européens aujourd'hui qui réduisent ces émissions aussi vite que nous, qui créent autant d'emplois que nous, autant de croissance et qui a une stratégie aussi cohérente.

Mais quand je dézoome, je ne peux pas vous dire qu'on est bon parce que ça va beaucoup, beaucoup plus vite et beaucoup plus vite ailleurs et qu'on a une Chine qui continue d'investir, de sur-subsventionner ses grandes industries, et que du quantique au spatial, à l'intelligence artificielle, ça va plus vite, plus fort.

Je l'ai dit en termes très durs pour nous-mêmes il y a un an, mais l'Inflation Reduction Act aux États-Unis, c'est la politique de sur-subsventions de l'industrie la plus forte depuis sans doute l'après-guerre. Et c'est une politique qui n'est absolument pas compatible avec l'Organisation mondiale du commerce. On n'a pas le temps de faire des contentieux, mais de fait, elle a été très vite et très fort et donc nous, nous devons continuer d'accélérer.

Alors, comment on va faire ? C'est ce que je suis venu vous dire aujourd'hui.

D'abord, on va aller plus vite, plus fort dès la rentrée sur les questions d'énergie. On va présenter une politique, une programmation pluriannuelle de l'énergie qui va décliner notre planification qui a été présentée. Mais là, on va déployer plus vite et plus fort nos énergies renouvelables, nos projets nucléaires, notre stratégie et surtout, on va finaliser ce qu'on fait depuis des mois, c'est-à-dire enfin une stratégie française et la réforme de notre stratégie européenne qui va nous permettre d'avoir une énergie qui corresponde à nos coûts de production. C'est une force pour nous.

Donc là, on aura une série de textes, une stratégie à la rentrée et de la visibilité avec des grands projets industriels sur tous les territoires, des filières de recherche, d'innovation derrière et de la visibilité pour les ménages comme pour les industries, pour un coût de l'électricité stable, prévisible qui nous protégera des pics comme on les a vécus au moment et de la sortie Covid et de la guerre en Ukraine, et avec une énergie qui sera l'une des plus compétitives d'Europe, si ce n'est la plus compétitive d'Europe et qui nous permettra, avec ce qu'on est en train de discuter au niveau européen avec nos voisins, d'être là aussi au rendez-vous de la compétitivité internationale.

Le deuxième élément clé du « encore », c'est l'accélération, l'accélération, l'accélération. On doit produire beaucoup plus vite, parce que c'est la clé pour réduire les coûts. Il y a tout ce qu'on fait en termes d'aide, d'accompagnement, je l'assume et on va continuer de déployer.

Mais le pire du coût, c'est le coût caché, c'est celui de la lenteur. C'est celui qui fait qu'on accumule les délais et que, au fond, même si on est d'un projet, si c'est deux fois plus long chez nous qu'en Asie ou aux États-Unis, c'est terrible. Parce que c'est du coût que nous créons nous-mêmes. Donc, on a su ces dernières années, le texte Industrie verte qui arrive et rentrera en vigueur dès le début d'année en est l'illustration, ce qu'on a su faire avec la loi dite ASAP, que les parlementaires ont portée, en est l'illustration. Mais on doit aller encore plus vite et plus fort.

Donc le Gouvernement, en particulier le ministère de l'Économie, mais avec les collègues ici présents dont la Transition, vont proposer dès le début d'année prochaine une série de dispositions très concrètes pour encore simplifier, accélérer nos procédures dans tous les domaines, accompagner beaucoup plus les entrepreneurs, écraser l'accumulation des procédures, simplifier, et au fond aller au bout de ce qu'on a commencé à faire mais qui est insuffisant, qui est la conversion de la méthode.

C'est qu'aujourd'hui, on a créé des procédures d'exception pour simplifier, là où il faut au contraire dire que la complexité doit se justifier, et la justification doit être du côté de l'administration. On va prendre au fond des parangonnages, comme on dit, ou des benchmarks comme on dirait, beaucoup plus simples : on va regarder les meilleures références sur chacun des domaines au niveau des grandes plaques régionales, et en particulier avec les concurrents américains et asiatiques, et on ne peut pas avoir des procédures qui sont deux fois plus longues que nos concurrents américains et asiatiques.

Donc, dès le début de l'année prochaine, simplification drastique, hyper simplification. Cette accélération, ça va être aussi une série de réformes qu'on va continuer : French Tech, ETIncelles, qu'on a présenté pour les PME de croissance et les ETI : c'est une méthode qui marche dont on a besoin. Et puis, une accélération de notre politique, là aussi d'attractivité, avec la campagne "Make it iconic", mais qui va s'appuyer sur un déploiement de réformes sectorielles profondes pour nous rendre encore beaucoup plus attractifs.

Mais derrière ça, nous devons être des pionniers sur plusieurs secteurs clés que porte France 2030. Et le « encore » vaut aussi pour France 2030, ce sont quelques-uns de ces axes que je voulais ici détailler. Je ne vais pas revenir sur tout ce que j'ai pu détailler il y a maintenant deux ans et une partie des choses sur lesquelles vous êtes revenus, mais je voulais simplement vous donner le cap sur quelques lignes très fortes, essentielles, dont on a besoin.

D'abord l'énergie. En effet, France 2030, c'est beaucoup de projets énergétiques. Je le disais, nous, on va faire beaucoup de choses en ce début d'année avec des textes, nos réformes européennes. Mais en matière d'énergie, on a besoin d'accélérer nos innovations de rupture, c'est clé, et il faut qu'on soit dans la bataille. En matière d'énergie, on a beaucoup avancé, on a posé une stratégie à Belfort en matière énergétique qui est claire. Elle repose sur des axes simples : sobriété, renouvelables nucléaire. C'est la stratégie qu'on défend au niveau européen et qu'on a réussi à imposer ces 10 dernières années là où beaucoup nous bloquaient sur le nucléaire. Les choses ont complètement changé. C'est la stratégie qu'on a portée à la COP et c'est exactement ce sur quoi la COP est en train de conclure. La sortie des énergies fossiles et en particulier du charbon pour 2030, la sobriété et l'accélération sur le renouvelable et le nucléaire, c'est la bonne stratégie. Alors nous, on déploie nos EPR. C'est formidable ! On a donné les nouvelles paires de réacteurs, on les déploie. Ça, ce sont les projets industriels, si je puis dire, matures. On a 8 autres lots qui seront en fabrication, enfin 8 équivalents que j'aurai à annoncer dans les prochains mois.

Mais à côté des autres pays, on a le défi des SMR français, des petits réacteurs et réacteurs modulaires. Donc ces petits réacteurs modulaires, c'est un complément : ils permettent d'alimenter en électricité ou faire de la production de chaleur industrielle. Il y a beaucoup de start-ups qui sont présentes dans la salle qui sont là-dessus et c'est une petite révolution ou plutôt une grande révolution, parce que ça va nous permettre d'avoir des projets de plus petite taille, ça va nous permettre de révolutionner là aussi le chauffage collectif, de révolutionner des projets industriels de décarbonation.

Ces SMR français sont une solution formidable, et ça va nous donner aussi beaucoup de force à l'export. On va

poursuivre, ce sont des projets qui sont proches de la maturité. Je veux remercier le CEA de les accompagner tout particulièrement, l'ASN aussi, qui est le régulateur, de faciliter leur croissance et d'avoir mis en place des procédures très compétitives. Et ça aussi, c'est grâce à France 2030. On a nos organismes de recherche qui accompagnent, qui alimentent. On a l'ANR qui pose à côté ses grands projets "blanc". On a nos universités qui jouent en collectif avec nos organismes de recherche. Et puis on a notre régulateur qui met en place des procédures beaucoup plus courtes pour permettre d'avoir des autorisations qui viennent plus vite. Ça, c'est nos technologies matures. On consolide, mais je voulais ici aussi vous dire que nous croyons dans les technologies qui sont les plus en rupture et on va accélérer les choses dans plusieurs d'entre elles.

Je veux qu'on accélère en effet le développement de moyens de stockage à moyen et long terme pour mieux gérer la flexibilité du système électrique qui est rendue nécessaire par le recours en particulier aux renouvelables et répondre à la croissance des besoins en électricité. Cette croissance, en fait, va être de plus en plus importante, même si on économise de l'électricité. Pourquoi ? Parce qu'on électrifie de plus en plus de nos pratiques et parce qu'en particulier, l'intelligence artificielle et toutes ces innovations sont extrêmement gourmandes en capacités de calcul et sollicitent énormément nos capacités à avoir de l'énergie décarbonée.

Cette décarbonation électrique va passer aussi, je le disais, par des techniques beaucoup plus en rupture. Et donc au-delà du nucléaire de fission qui constitue une des clés pour atteindre la neutralité carbone en 2050, la fusion représente une voie à explorer. On sait que beaucoup reste à faire. C'est plus loin en effet que la fission, mais on ne doit pas abandonner cette voie, et je veux ici vous redire la confiance de la France en celle-ci. Notre volonté avec France 2030, c'est de consolider des briques technologiques, d'être en capacité d'intégrer aussi en son sein et au sein de la réponse française, certaines d'entre elles et des objets qui se nourrissent justement de la fusion et de ce que nous sommes en train d'explorer. On a aussi des investissements majeurs en physique des particules qui font partie des domaines de leadership européen dans lesquels nous sommes très bons et nous allons continuer, avec France 2030, à innover en la matière, en particulier sur les matériaux.

Et si demain les progrès sur les aimants supraconducteurs se confirment, cela viendra en particulier non seulement transformer ces machines de fusion par confinement magnétique, mais aussi permettre des percées dans d'autres champs d'application comme l'imagerie médicale. Et donc, je voulais vous dire qu'au-delà des SMR que nous avons beaucoup poussés, fusion et aimants supraconducteurs seront deux verticales que nous allons beaucoup encourager avec France 2030 et sur lesquelles je veux qu'on redouble d'efforts. Sur ces enjeux de stockage et de nouvelles formes d'énergie, des start-ups, des industriels, des chercheurs se lancent pour que nous puissions, d'ici à 2 ans, avoir atteint un niveau d'avancement aussi fort en relatif que sur les réacteurs innovants d'aujourd'hui. Ça, c'est le premier point clé, l'énergie, fusion, aimants supraconducteurs, car si on veut gagner cette bataille de l'innovation de rupture, on doit aller encore plus vite et plus fort sur ces axes.

Le deuxième axe qui est voisin et jumeau, c'est la décarbonation de notre industrie. Ça couvre énormément de sujets qu'on a beaucoup travaillés ces deux dernières années. Parler de décarbonation d'industrie et d'usage, c'est évidemment parler de la décarbonation de notre mobilité, de son électrification, et on a ensemble réussi, là aussi, avant France 2030, mais ça s'est encore accéléré avec la décarbonation de nos véhicules par exemple. Parce qu'on a déjà sécurisé plus d'un million de véhicules électriques produits en France. Je le dis parce qu'en 2020, on produisait au total 1 million 400 000 véhicules thermiques et hybrides en France. Et on a sécurisé 1 million de véhicules électriques pour 2027, ce qui veut dire qu'à l'issue de ce mandat, on aura réussi une vraie révolution industrielle de la décarbonation. L'objectif, c'est d'aller sur les 2 millions en 2030. Mais dans le même temps, on a réussi, grâce à votre effort collectif, à sécuriser un élément clé de notre décarbonation qui est la production de nos batteries électriques. Vous savez, quand je parlais il y a 6 ans à nos grands constructeurs de « allons plus vite sur la véhicule électrique », ils me disaient tous à raison, « non, non, n'allons pas plus vite, on ne sait pas les produire plus vite » parce que 100 % des batteries électriques sont faites en Chine et en Corée du Sud. On est en train de déployer 4 gigafactories dans notre pays, donc beaucoup plus en Européens de batteries électriques et nous aurons, d'ici à 2027, 2 millions de batteries électriques produites par an sur notre sol. On est donc en train d'accélérer cette transition. Elle était pensée impossible il y a 5 ans. C'est la crise Covid, ce sont nos efforts qui nous ont conduits à accélérer tout cela, c'est notre investissement collectif.

Maintenant, on doit réussir à gagner une bataille en amont qui est celle de la transformation du lithium pour nos batteries. Parce qu'au moment où je vous parle de ça, 80 % de cette technologie est maîtrisée par la Chine. Les Américains ont le même problème que nous, simplement, grâce à l'IRA, ils sont en train d'aller beaucoup plus vite sur le développement de ces technologies sur leur sol. Et c'est pourquoi nous allons, avec France 2030, redoubler d'efforts pour avoir, et le projet de loi Industrie verte nous permet d'aller dans ce sens, sur notre sol les éléments clés de cette chaîne de valeur.

La décarbonation de notre industrie, c'est aussi la décarbonation de nos grands sites industriels. Il y a maintenant, là aussi, un an et demi, à l'Élysée, j'ai fait venir les grands sites industriels et les collectivités associées. Parce qu'on sait que quand on regarde notre industrie, qui est évidemment une part non négligeable de notre production de CO2, et bien si on prend les 50 sites industriels les plus importants, on les retrouve sur cette carte, rien qu'à eux seuls, c'est 55 % des émissions du secteur. Donc au fond, si on concentre beaucoup de moyens, on règle une bonne partie de nos problèmes. Je veux remercier tout le monde parce que tout le

monde a joué le jeu et on a réussi à accélérer fortement les choses. On a, sur ce sujet, avec France 2030, engagé 2 milliards d'euros. On a encore 3 milliards d'euros à engager parce qu'au total, sur la décarbonation de ces sites, c'est 5 milliards. Mais qu'est-ce que c'est cet objectif ? C'est permettre à des sites qui font de l'acier, qui font du ciment, qui font de l'industrie, qui par ses modes de production ou de logistique, étaient extrêmement polluants, de complètement convertir nos modèles de production pour garder, voire créer des emplois, baisser les coûts et réduire énormément les émissions. Ce faisant, on change complètement la technique de production et on change au fond notre stratégie. L'agroalimentaire aussi est un des secteurs absolument clé. On est en train d'accélérer cette stratégie, mais on doit redoubler d'efforts parce que là aussi, on a un grand concurrent américain qui a mis beaucoup de subsides et qui essaie d'attirer certains de nos sites. Il n'y a personne en Europe qui va plus vite que nous, personne qui est plus attractif dans les financements que nous. Mais on a une concurrence américaine ou asiatique très forte sur la décarbonation, avec des projets qui sont beaucoup moins contraignants que les nôtres.

Si on veut aller vite sur cette bataille, au-delà de ce qu'on a fait sur le véhicule électrique et la décarbonation de notre industrie, il y a deux axes sur lesquels il faut qu'on accélère avec France 2030, c'est l'hydrogène et la capture du carbone qui sont des axes sur lesquels on a commencé à faire des choses, mais on doit aller beaucoup plus vite et beaucoup plus fort.

Alors sur l'hydrogène, point n'est besoin ici de le défendre. On en a parlé avec Madame la Présidente de la région. On développe, défend des projets ; la région, y a toute sa part et tout son sens pour justement être au cœur des grands projets d'infrastructures hydrogène et de transport d'hydrogène. Et on va continuer, avec des financements européens, avec des financements français, de structurer pour faire de la France une plaque tournante du transport d'hydrogène, avoir des nœuds et être très compétitif. Mais l'une de nos caractéristiques, c'est que je pense qu'on peut être bien meilleurs que les voisins sur la production d'hydrogène bas carbone. Pourquoi ? Parce qu'à la fin, il ne faut jamais oublier l'hydrogène et c'est souvent la confusion qui est faite dans le débat public, ce n'est pas une source d'énergie, c'est un moyen de la transporter, voire la transporter et stocker. Je parle sous votre contrôle, c'est un moyen de substitution à du carburant pour nos avions, nos trains, en tout cas pour des catégories de modèles qui se substituent à des carburants beaucoup plus polluants. C'est un moyen de se substituer à du gaz naturel ou autre. Il faut, si on ne l'a pas de manière naturelle, il faut produire cet hydrogène. Et donc là aussi, il faut faire de l'électrolyse bas carbone. On en revient à la même chose être un grand pays de production d'hydrogène, c'est être un pays qui est capable de faire de l'énergie d'un carbone en masse et nous sommes les meilleurs et les plus sûrs d'Europe parce qu'on a une stratégie qui repose sur ces trois piliers, parce qu'on a et la sobriété et le nucléaire et le renouvelable et qu'aucun pays ne pourra faire de l'hydrogène bas carbone vraiment compétitif s'il n'a que du renouvelable. Aucun pays n'a une stratégie qui ne repose que sur du nucléaire, mais aucun pays ne pourra produire de l'hydrogène bas carbone s'il le fait avec du gaz importé, encore moins du charbon ou autre, ça n'aurait aucun sens. La France a donc un avantage comparatif massif et c'est pour ça qu'on s'est battus ces dernières années et qu'on a stabilisé des règlements européens qui nous permettent de reconnaître dans les modèles notre hydrogène bas carbone reposant sur le modèle français.

On a aussi réussi dans l'hydrogène à développer nos gigafactories d'électrolyseurs. Parce que la clé, ce n'est pas simplement de faire de l'électrolyse, mais c'est de produire les électrolyseurs et de remonter toute la chaîne de valeur, de dépendre le moins possible des autres, et de créer une chaîne de valeur en France quand on parle de l'hydrogène. Là aussi, nos efforts ont doté notre pays de plusieurs gigafactories d'électrolyseurs, d'une maîtrise de nos principales briques technologiques permettant à la filière française de faire face à la concurrence internationale. Ça, c'est un acquis très fort sur l'hydrogène. 2 à 3 gigawatts de production sont sécurisés, avec tous les mécanismes, aujourd'hui. Et on est en train d'avoir une vraie filière sur l'hydrogène, grâce à ces forces françaises, grâce à nos investissements, avec des champions — j'étais à leurs côtés il y a quelques mois, Genvia, par exemple, en Occitanie, qui est une formidable histoire de génie français, où on a un laboratoire du CEA qui développait ces techniques, qui d'ailleurs pilotait en quelque sorte toute la filière hydrogène française ces dernières années, qui s'est appuyé sur un groupe mondial, Schlumberger, sur le site de Béziers, sur tous les savoir-faire, qui, aidé par la ville, la région, l'État, a su accélérer, et on est en train de structurer un des champions, j'espère, de la capacité à produire des électrolyseurs et à sécuriser notre chaîne. Tout ça, on lui donnera de la consolidation, grâce à la mise en œuvre de la loi industrie verte et à notre programmation pluriannuelle énergie, qui va donner de la visibilité, permettre d'avoir des vrais modèles pour ces infrastructures de transport et de production d'hydrogène, et d'aller beaucoup plus vite et plus fort. Et c'est clé aussi, parce que tout se tient pour notre industrie aéronautique, parce que nous, nous croyons et nous finançons la conversion à l'hydrogène pour une partie de notre industrie aéronautique. C'est une très bonne chose de pouvoir le produire et de pouvoir le produire et d'avoir toute la chaîne. Imaginez ce que nous sommes collectivement en train de faire, là où aujourd'hui nos avions circulent avec du carburant qui pollue et qu'on importe, on est en train par nos innovations, de produire des avions qui vont pouvoir tourner avec de l'hydrogène, qu'on se donne la capacité à produire sur notre sol, qui sera bas carbone et avec des électrolyseurs et des structures que nous produisons en France : souveraineté, climat, industrie, plein emploi. On tient les 3 objectifs.

Alors, en plus de cela et pour nous renforcer, je voulais ici vous dire que nous allons aller plus loin et que dans

France 2030, nous allons mettre des financements massifs pour explorer le potentiel de ce qu'on appelle l'hydrogène blanc, c'est-à-dire l'hydrogène naturel. En effet, ce sujet est connu, figurez-vous, depuis les années 80. Nous venons d'autoriser pour la première fois en France, dans les Pyrénées-Atlantiques, un projet de recherche de ce combustible naturellement présent dans le sous-sol et dont l'intérêt est croissant pour la décarbonation de l'industrie et des transports. La France peut devenir un des pays pionniers dans la production de cette énergie du futur. Nous allons accélérer massivement ces recherches et ces travaux pour voir dans quelle mesure cette technologie peut nous aider à franchir un cap en matière de disponibilité de l'hydrogène. Quand on regarde aujourd'hui toutes les études, la France est l'un des pays qui a le plus de réserves d'hydrogène naturel. Pyrénées Atlantiques, Lorraine, on ne peut pas laisser dormir cette ressource et il faut innover. Pourquoi ? Pour regarder, cartographier et avancer sur les techniques extractives les plus respectueuses de l'environnement qui nous permettront pleinement de l'utiliser. Plus largement, ces nouveaux champs en matière d'énergie, de matériaux stratégiques sont rendus possibles par la réforme du code minier. Monsieur le ministre, vous vous souvenez de ces combats menés successivement l'un puis l'autre, modernisés après de longues années, mais qui permet aussi de retrouver pour la France une vraie stratégie minière et d'extraction des ressources qui soit cohérente avec les meilleurs standards environnementaux. Nous sommes plus exigeants sur le plan environnemental, ce qui nous permet de sécuriser les projets, de les inscrire dans notre stratégie de souveraineté, mais aussi de les exploiter. Ça, c'est pour l'hydrogène. Et donc, vous voyez, on a tout pour gagner la bataille, on y va à fond sur les électrolyseurs, mais maintenant on y va deux fois plus vite sur l'hydrogène naturel.

L'autre élément clé, ce sont les technologies de captage, de transport et de stockage du carbone, ce qu'on appelle CCS. C'est un levier là aussi très important de notre transition écologique. Il y a quelques jours, le Haut Conseil pour le climat a rendu un avis positif sur ces technologies, soulignant la pertinence du CCS pour la décarbonation de l'industrie, en particulier dans la cimenterie où les solutions de décarbonation sont limitées. Alors je vais ici juste faire une petite remarque parce qu'il y a un débat qui peut prêter à confusion sur ce sujet du stockage du carbone, son captage et son stockage. Il y a, si je puis dire, le faux CCS et le vrai CCS. Je m'explique. Il y a les gens qui vous expliquent qu'avec ça, on va régler tous les problèmes ; c'est-à-dire, on va pouvoir faire comme avant avec les énergies fossiles, tirer tout le pétrole qu'on a, continuer avec le charbon, vous allez voir parce qu'on va réussir à le capter puis à le stocker. Certaines puissances ou certains grands acteurs industriels voudraient nous faire croire ça ; le sous-titre c'est "ne faisons aucun d'effort. La décarbonation peut s'arrêter, oublier tout le reste. On continue comme avant, on s'en met dans les poches, on crée des dépendances. N'allons pas si vite. On capte et on stocke le carbone. Tout ira bien". Je n'ai vu aucun scientifique ou technologue sérieux nous expliquer que ça, ça permettait de traiter le problème que nous avons. C'est faux.

Deuxième sujet, là aussi, j'essaie de vous donner le film dans son ensemble et la cohérence de notre stratégie, c'est qu'on a des technologies de captage et de stockage du carbone, quand je regarde à l'échelle de la planète, qui sont très bonnes ; ça s'appelle, les forêts, les océans. C'est même les meilleures et les moins chères au monde. Donc déjà, préservons-les. C'est toute la stratégie de biodiversité que la France porte et ce que nous sommes en train de faire avec notre stratégie forêts et océans. Et que ceux qui nous proposent de financer à un milliard des éléments pour qu'ils puissent continuer à forer puis à stocker, nous aident d'abord à protéger les océans et les forêts et les pays qui ont ces trésors de biodiversité. Ça, c'est pour remettre les choses en perspective.

Par contre, nous aurions tort de ne rien faire sur ces technologies, elles sont bonnes parce qu'il y a des secteurs où, quels que soient les efforts qu'on fait, on ne va pas assez vite. On ne peut pas aller au bout du modèle de décarbonation dans les cimenteries par exemple, même si vous changez, si vous convertissez les modèles de chaleur, de transformation, de production, vous avez toujours de l'émission de CO2. Et si vous voulez complètement décarboniser ces sites que j'évoquais tout à l'heure, vous devez développer aussi ces technologies. C'est clé. Donc, on a besoin de ça, mais on en a besoin dans ce cadre, un cadre sérieux, limité et pertinent. Et donc, pour ça, nous allons clarifier le cadre réglementaire, sécuriser ces projets, et c'est la clé pour atteindre à horizon 2030 la décarbonation profonde dans l'industrie à des coûts abordables, notamment en euros d'aide publique par tonnes de CO2 par rapport à d'autres technologies moins matures. Peut-être que dans 20 ou 30 ans, on saura totalement décarboner un site de cimenterie sans passer par du CCS. Aujourd'hui, ce n'est pas vrai. Comme on veut les décarboner vite, on doit passer par ces technologies-là et donc accélérer nos financements. C'est pertinent. Dans ce cadre, je souhaite que nous fassions le choix technologique de la capture et stockage de carbone pour décarboner jusqu'à 10 % des émissions industrielles d'ici 2030, soit jusqu'à 8 millions de tonnes de CO2. Les mécanismes d'aide à la décarbonation pourront ainsi soutenir les premiers projets CCS en France dès 2024, ce qui veut dire qu'on va passer les textes dès les prochains mois. Ces technologies de rupture qui utilisent ce carbone stocké pourront se développer en France pour refléchir, elles aussi, à de nouveaux matériaux et produits dans le sens de ce que vous avez très bien expliqué tout à l'heure. Nous allons aussi sur ces technologies continuer les partenariats, en particulier avec le Danemark ou la Norvège. Les ministères y travaillent et ont déjà engagé ces travaux. Et là aussi, je souhaite que le potentiel géologique en France métropolitaine puisse être étudié, car il en va du stockage du carbone comme des autres technologies. On doit être souverain sur l'ensemble de la chaîne et donc on doit identifier nos capacités de stockage, les valoriser, permettre aussi un juste retour au niveau des territoires qui s'engageront dans ces

techniques. Vous le voyez, ça, c'est un axe, je vous en ai donné le cadre, pas de fausse promesse, il est clé pour réussir la décarbonation industrielle. On va donc mettre de l'argent dans l'innovation, mais aussi dans la construction d'un cadre réglementaire stable pour nous aider à aller en ce sens. Voilà le deuxième levier pour accélérer sur la décarbonation : hydrogène, CCS.

Ensuite, l'un des axes sur lequel je veux qu'on accélère avec France 2030, ce sont les ressources minérales et plus largement, de maîtriser la chaîne de valeurs des métaux critiques. Nous sommes dans la course pour sécuriser ces derniers, avec en particulier l'accélération de nos besoins en matière de lithium, nickel, cobalt. 20 % de nos besoins en lithium sont déjà sécurisés à date. Et ça, c'est quoi ? Le code minier, la mine durable, réussir à réexploiter sur notre sol. Ce sont des partenariats nouveaux qu'on a signés ces derniers mois qui nous permettent de dérisquer la chaîne. C'est aussi tout ce que vous avez parfaitement décrit, pour plusieurs d'entre vous, c'est la capacité de réutilisation. Et là, je le dis sur les ressources minérales, l'économie circulaire est absolument clé parce qu'on a partout des ressources minérales dans notre industrie qu'on gâche, qu'on jette ou qu'on laisse réexporter et qu'il faut pouvoir beaucoup mieux réutiliser. Nous avons lancé la création d'un fonds d'investissement français en mai dernier, dont je rappelle que l'État est souscripteur de premiers plans, à hauteur de 500 millions d'euros.

Je veux ici vraiment inviter tous les industriels et investisseurs qui sont là : engagez-vous dans ce fonds pour les ressources minérales et les métaux critiques ! On a besoin de vous, même sur des petits tickets. À un moment donné, on donnera des avantages à ceux qui investissent à nos côtés et on a besoin de vous parce que c'est la clé, la clé de notre souveraineté dans un monde où la géopolitique ne va pas se simplifier, demain. Ce qu'on a vécu et qu'on a tous encore en souvenir au moment du Covid : les masques, telle composante médicales, puis tels éléments pour le vaccin, ce sera ça demain pour notre industrie. Quand il faudra accélérer sur telle ou telle composante, sur telle part de votre industrie, l'un des goulots d'étranglement, ce sera sur les ressources minérales ou sur le début de leur transformation. Il nous faut donc absolument les sécuriser. Notre approvisionnement en métaux et matières doit être pensé dans une logique de durabilité, d'exploitation de long terme de ressources, parce qu'elles sont rares et chères.

Avec France 2030, nous allons accélérer fortement sur les enjeux de cartographie de nos ressources stratégiques, que toutes ces ressources soient à terme cartographiées. Très concrètement, cela veut dire que les premières investigations pourraient avoir lieu dès la mi2024. C'est simple, on doit cartographier partout sur notre sol nos capacités à avoir des ressources minérales, on ne le sait pas aujourd'hui, cartographier aussi notre capacité à les sécuriser et à les prélever en matière de manière soutenable. Nous devons aussi développer beaucoup plus fortement le recyclage de matières comme le plastique avec Carbios. Vous l'avez très bien dit tout à l'heure, vous recyclez, vous réduisez les émissions, vous réduisez la dépendance et vous nous permettez, ce faisant, de sortir en effet du tout pétrole à terme avec cette formidable innovation. C'était une magnifique démonstration. Je n'en ferai pas ici mais vous êtes l'illustration de ce qu'il faut faire. On doit donc se poser la même question pour toutes les ressources minérales, c'est-à-dire de notre capacité aussi à les préserver et à les recycler. Ça, c'est pour les ressources minérales dès 2024, on cartographie, on accroît notre indépendance et on accroît les investissements en matière de recyclage.

Autre axe : nos ressources naturelles. Et je vais être très rapide, sur les ressources naturelles, on a au fond deux éléments : l'agriculture et la biodiversité. Je vais être ici très clair. Ces deux éléments sont jumeaux et la stratégie française doit être de les rendre compatibles. Je le dis dans une région qui est championne de l'agroalimentaire, qui en a besoin, nous en avons tous besoin : il faut qu'on sorte d'une espèce de conflictualité impossible ou en quelque sorte, là aussi, on nous dirait que la bonne biodiversité est celle qui se ferait sans agriculture, ou les uns les autres, qui nous expliqueraient aujourd'hui que l'agriculture pourrait se passer du souci de la biodiversité. C'est faux. Et donc par l'innovation, par France 2030, nous devons accélérer notre stratégie, nos ressources, elles sont minérales, mais elles sont aussi biosourcées.

Elles permettent à nos agriculteurs de produire pour l'industrie, par exemple pour la chimie des matières renouvelables qui viendront remplacer les hydrocarbures. Et donc devons aller beaucoup plus fort sur les technologies du vivant, la bioingénierie, la bioproduction, tout ce qui permet de mieux utiliser et de donner là aussi de l'aval à notre production agricole.

Avec France 2030, on va favoriser l'utilisation des mathématiques, de l'informatique, de la biologie pour là aussi nous permettre d'aller beaucoup plus vite et plus fort. Et je voudrais insister sur deux éléments : avec France 2030, nous allons véritablement mettre en place une stratégie forte, claire, de sortie, crédible graduelle ou en rupture selon les molécules de la dépendance à la chimie et au phyto. Cette sortie, elle ne peut pas se faire par l'interdiction sans solution. Mais cette sortie, elle ne peut pas se faire non plus par la procrastination. Et au fond, on a vécu là aussi au niveau européen, on en parle avec le ministre en Europe, la meilleure démonstration de ce qu'est le choix des deux extrêmes. Le règlement européen qui régentait les pesticides a été complètement bloqué, cassé, si je puis dire, parce qu'il y a eu une coagulation du fait des deux extrêmes. Les uns qui disaient : tout ça n'est pas assez fort n'est pas assez ambitieux. Il faut aller beaucoup plus vite, beaucoup plus interdire. On est contre un cadre raisonné. Et les autres disant : non, non. Nous, on dit à nos agriculteurs tout ça c'est déjà trop, il faut arrêter. La chimie qu'on connaît depuis les années 80, c'est la bonne

méthode, sinon on n'est plus compétitifs. On est contre. Du coup, plus de réglementation.

Est-ce qu'on peut en rester là ? Non, parce qu'on sait qu'on doit sortir progressivement des phytos. Mais je le redis ici, à tous les acteurs : on ne peut jamais laisser un acteur agricole sans solution parce que sinon on arrête de la production en France, mais on continuera à consommer et donc on importera de la production qui se fera avec les mêmes règles qu'on a interdites chez nous. Donc on doit regarder notre agriculture avec le même triptyque que j'évoquais tout à l'heure : souveraineté et en particulier souveraineté agricole et alimentaire, plein emploi agricole, et une stratégie crédible de sortie des phytos.

La clé, c'est de redoubler d'efforts en matière de recherche et d'innovation, c'est pourquoi, avec l'Inra et le CNRS, on va redoubler avec France 2030 nos projets pour sortir de la dépendance aux phytos, ce qui est de l'investissement massif par des technologies, on le sait, de génétique, des technologies qui mettent les mathématiques, la bio, le numérique au service des changements de la production et également de la capacité à aller sur l'aval pour aller beaucoup plus vite et faire que ces innovations aillent jusqu'au champs et permettent de sortir de ces dépendances.

En parallèle, les ressources naturelles : France 2030 sera au service de notre stratégie nationale de biodiversité avec pour ambition de faire de la France l'un des premiers pays au monde à réaliser le premier recensement exhaustif de sa biodiversité, notamment grâce à l'étude de l'ADN. On a plusieurs start-ups qui sont championnes en la matière et de l'étude des génomes marins avec le CNRS et Sorbonne Université, aux travaux sur le stockage de données dans l'ADN ou encore des développements de nouvelles thérapies, nous allons accélérer massivement les investissements dans nos ressources naturelles — cartographie, utilisation, développement — pour là aussi être des leaders.

L'autre domaine sur lequel je veux que nous accélérions, c'est la santé. Là-dessus, je serai très rapide. Vous avez parfaitement résumé les choses, les enjeux en santé sont massifs. J'ai développé et expliqué à l'Institut Curie il y a quelques mois notre nouvelle stratégie, les nouveaux IHU, les bioclusters qui permettent de consolider encore plus de financements, et on sait tous que l'investissement en santé est clé.

On a mis 7,5 milliards d'euros avec France 2030, en plus du reste, sur cela. Je parle sous le contrôle des champions qui nous ont fait des cœurs artificiels ou des technologies dans tous les sens. Et au fond, avec France 2030, ce que nous voulons, c'est simple : c'est 20 biomédicaments produits en France en 10 ans, on a déjà 8 biomédicaments qui sont sécurisés ; et c'est la relocalisation de plusieurs chaînes de la valeur de production qu'on avait perdues. Là aussi, c'est déjà en cours. Il y a 15 jours, on était avec plusieurs d'entre vous à Chartres, avec 2 milliards d'investissements de Novo Nordisk, qui remet encore plus sur ces chaînes de production en France grâce à tout ça.

Là aussi, on doit avancer, accélérer. Je ne vais pas couvrir tous les sujets, mais il y en a un que je veux ici redire et sur lequel je veux insister, qui est au cœur de nos priorités en santé, c'est la prévention. Et nous devons construire dans les prochaines semaines une feuille de route complète avec l'agence Innovation Santé, sous le pilotage des ministères, fondée notamment sur le lancement de nouveaux programmes de recherche, l'utilisation des algorithmes et l'intelligence artificielle. L'idée, c'est quoi ? C'est d'accroître la connaissance des facteurs de risque, des biomarqueurs prédictifs, des situations pathologiques et de décliner ces connaissances en actions concrètes pour prévenir, dépister, diagnostiquer, traiter en mobilisant à la fois l'écosystème industriel de la santé et de la recherche. C'est un immense bouleversement. Mais si je devais, au-delà de ce que vous avez parfaitement décrit avec vos start-ups et vos projets, insister, c'est que là, on va mettre le paquet sur la prévention, la médecine prédictive, pour qu'on puisse aller beaucoup plus vite et beaucoup plus fort.

Autre axe, c'est évidemment l'intelligence artificielle. Là-dessus, point n'est besoin d'y revenir, j'en ai beaucoup parlé il y a encore quelques jours. On a une révolution en cours. Mais au fond, sur ce sujet, on a eu une étrange semaine. On a eu à la fois Mistral qui a levé des financements record dans le secteur, près de 400 millions d'euros. Chapeau, bravo ! Vous pouvez les applaudir. C'est vraiment le génie français comme on aime à le voir et à le célébrer. Et on a eu une réglementation européenne qui est venue consolider, c'est une bonne chose, un modèle français de la régulation mais qui, à mes yeux, je vous parle en toute franchise, fait qu'on est le premier endroit au monde où sur les modèles dits fondationnels d'IA, on va beaucoup plus réguler que les autres. Moi, je pense que ce n'est pas une bonne idée et je le dis en toute honnêteté. Il faudra donc l'évaluer parce qu'aujourd'hui, quand je regarde, la France est sans doute le premier pays en termes d'intelligence artificielle en Europe continentale, on est au coude à coude avec les Britanniques. Mais eux n'auront pas cette régulation sur les modèles fondationnels et surtout, on est tous très loin des Chinois et des Américains. Alors on peut décider de réguler beaucoup plus vite et beaucoup plus fort que nos grands compétiteurs mais on régulera des choses qu'on ne produira plus ou qu'on n'inventera pas. Ce n'est jamais une bonne idée. Il faut donc qu'on soit toujours à la bonne vitesse et en tout cas au bon rythme. Donc moi, je demande à ce qu'on évalue de manière régulière cette réglementation et si on perd des leaders ou des pionniers à cause de ça, il faudra revenir. C'est clé.

On a mis 1,5 milliard sur notre stratégie IA. On a des labos qui font un boulot formidable, des organismes de recherche, notamment INRIA qui est là, nos grands sites. On a l'IA qu'on utilise même sur notre projet éducatif, l'IA de remédiation, par exemple, qui va permettre vraiment la révolution du collège et du lycée. Vous

allez voir. Il y a l'IA qu'on est en train de développer avec nos centres publics. On a mis 500 millions, notre supercalculateur Jean Zay. Et donc, on fait énormément de choses. Mais au fond, moi, je voulais peut-être insister sur deux points qu'il ne faut pas oublier. L'un, l'IA Open source : continuer à investir, y aller, foncer. Deux, les briques qui sont en dessous. Pour réussir la bataille de l'intelligence artificielle, il faut avoir des capacités de calcul et il faut avoir des composants et architectures de systèmes qui nous permettent d'être compétitifs. Et au fond, c'est évidemment d'avoir des startups, des génies, des modèles fondationnels, des LLM, etc., et des startups qui vont utiliser ensuite l'intelligence artificielle dans tous les secteurs. Mais si on perd la maîtrise de base, on est fichu. La maîtrise de base, c'est d'avoir des datacenters chez nous, un vrai cloud européen et d'avoir des capacités à maîtriser les chaînes de valeur, grâce au programme de recherche électronique et intelligence artificielle de France 2030, les équipes de recherches sur des concepts novateurs comme le calcul en mémoire et le calcul IA frugal en données. Et s'il y a un point sur lequel je voulais insister ici, sur lequel on dit encore et plus fort, c'est que la communauté scientifique française, avec les entreprises de l'électronique et les différents acteurs du secteur élaborent une proposition de feuille de route permettant de faire émerger des composants et des architectures systèmes pour le traitement massif de données en intelligence artificielle, avec l'objectif d'une consommation énergétique qui soit divisée par 100 ou 1 000 par rapport aux standards actuels des processeurs et des cartes graphiques actuelles.

On a donc deux leviers : on doit réussir à maîtriser les puces et les semi-conducteurs de l'IA beaucoup plus petites que ce qu'on a aujourd'hui. On a fait grâce à France 2030, le projet à Crolles. On a doublé nos capacités de semi-conducteurs, mais ce sont les semi-conducteurs qu'on utilise pour l'industrie : l'automobile, l'aéro, etc. On a besoin de développer une capacité de production beaucoup plus petite dont on a besoin pour l'IA. Mais on a besoin de gagner la bataille de l'IA sobre. C'est clé et c'est là où on peut être différenciant. Redoublant d'efforts, France 2030 doit nous permettre de sécuriser cette chaîne.

Et puis, à côté de ça, on doit redoubler d'efforts pour avoir chez nous des capacités de data center de calcul beaucoup plus fortes, bien plus massives. Et là, il faut mobiliser le privé et le public pour avoir ce financement. Ça, c'est la clé et out ça en lien entre le plan IA et le plan quantique.

Enfin, last but not least, l'espace. Là aussi, vous l'avez très bien dit, c'est une de nos nouvelles frontières. Je le dis ici pour nos amis des grands fonds marins, je ne les oublie pas. J'en ai parlé il y a quelques semaines à Nantes. Mais sur l'espace, vous l'avez très bien dit, sur l'aventure spatiale, on a beaucoup de projets que France 2030 accompagne. Vous en êtes un des grands acteurs au demeurant. France 2030 accompagne ces projets. On a déjà réalisé deux premiers essais de moteurs de micro-lanceurs. On a plus de 8 projets pour les 6 micro-lanceurs français qui sont en développement et qui avancent en parallèle, qui permettent d'envisager un minilanceur opérationnel d'ici 2026. On est en train de révolutionner les lanceurs avec ce qu'on fait avec France 2030 et c'est un changement copernicien là aussi.

On a également des projets de constellations, l'autre grande bataille. France 2030, accompagne 4 projets de constellations qui doivent nous offrir des applications inédites avec un grand nombre de secteurs : défense, sécurité, forêts, eau, urbanisme, économie, finance, agriculture. On en a auxquelles on tient beaucoup et auxquelles on croit, on va continuer de se battre. Je le dis parce que ces grands domaines, des micro-lanceurs jusqu'aux plus grands, et Ariane 6 qui arrivent et les constellations sont clés. C'est là où aussi on parle de notre souveraineté. Il n'y a pas de souveraineté spatiale si l'Europe perd son accès à l'espace. C'est pour cela qu'on a raison de se battre pour garder un accès français, européen à l'espace. On doit se féliciter de l'innovation, de ce qu'on est. Si là aussi j'ai un mot en toute franchise, on peut regretter que l'Europe ne soit pas trop divisée. Alors je vais être simple. Nous, on a, on s'est battu pendant des mois et des mois en disant, la souveraineté européenne, c'est l'unité européenne. Malheureusement, on a certains de nos partenaires historiques qui sont devenus des compétiteurs qui ont dit « Non, on a décidé, on va y aller. » Donc je vais être simple, on va y aller au carré pour être les meilleurs. À un moment, il faudra qu'on se retrouve autour de la table parce qu'il faudra de toute façon un acteur européen, parce que face aux Indiens, aux Chinois, aux Américains, on va devoir être sérieux entre Européens. Sinon, ce sera de l'autophagie. Et on n'a aucune envie de ça. Donc, il faudra reconsolider. Mais là, je vais vous dire une chose, on va se battre, on sera les meilleurs et on consolidera autour de nous, sur les lanceurs comme sur les constellations.

Mais sur l'aventure spatiale, vous l'avez très bien dit, il y a aussi des nouvelles frontières. Et on a, en quelque sorte, il ne faut pas l'oublier, un monde spatial qui se transforme. C'est la fin de la station internationale et le secteur privé partout se transforme et les accès se transforment. Et on ne peut pas se satisfaire d'un monde où toutes les sociétés de demain seront américaines ou chinoises dans ce domaine. Et vous l'avez très bien dit, tout à l'heure, nous devons nous lancer dans cette compétition, elle est très risquée. Et donc c'est formidable que nous ayons des acteurs français, et derrière j'espère après des consolidations européennes, sur les cargos mais on sait qu'on aura des stations internationales qu'on va devoir payer le trajet. Si, pour aller vers ces stations, les seuls moyens cargos sont ou des entreprises indiennes ou chinoises ou américaines on aura tout perdu c'est-à-dire qu'on perd là aussi la propre capacité d'envoyer les Thomas PESQUET de demain dans l'espace où on devra payer très cher à d'autres. Ce serait une folie. Et donc c'est également un instrument de souveraineté. Le vaisseau spatial cargo, ces vaisseaux, qui permettent le transport de marchandises vers les

stations spatiales, les trajets aussi de personnes, toutes ces innovations c'est un marché considérable dont les besoins sont civils et militaires, ce sera l'un des axes principaux de France 2030 sur l'espace dans les prochaines années, l'Etat soutiendra la démarche, France 2030 aussi, on y va à fond, encore.

Voilà Mesdames et Messieurs les quelques grands axes et innovations supplémentaires sur lesquels je voulais revenir. Et au fond ce que je voulais vous dire c'est qu'en cette fin d'année on peut célébrer les formidables succès sur lesquels vous avez avancé, que nous avons consolidés. C'est le fruit d'une volonté de réforme et d'une constance. Mais vous l'avez compris, à partir de janvier prochain il faut aller beaucoup plus vite et beaucoup plus fort. Pour qu'il y ait dans cette salle les Elon MUSK et les ZUCKERBERG de demain, et avec surtout des Elon MUSK et des ZUCKERBERG qui sauront qu'ils viennent de Béziers, de Pau, de Tarbes, de Besançon, de Dunkerque ou d'ailleurs et qui est, je crois, cette touche française qu'on apporte en plus, qui est un rapport à la responsabilité sociale, environnementale et au goût de l'avenir. C'est possible, il n'y a aucune fatalité. Cette petite start-up qui a réussi et qui était loin derrière les Américains il y a 50 ans et Airbus le démontre, si on a de la constance et qu'on fait les bons choix. Les quelques axes que j'ai essayé de dire là, je vais être très simple avec vous. Peut-être, sur certains, on va se tromper. Et ce sera tant mieux, parce que ces erreurs permettront à d'autres de rebondir et de réussir. Sur d'autres, on va formidablement réussir. Il y a une chose qu'on n'a pas le droit, c'est de ne pas tenter et de ne pas prendre des risques, de ne pas investir massivement pour accélérer encore et encore. Le monde change et s'accélère. Et moi, je vois beaucoup trop dans le débat ambiant des gens qui regardent le coin de la rue, ce qui ne va peut-être pas formidablement ou assez bien et qui ne veulent pas voir qu'on joue aujourd'hui notre capacité à décider le monde de demain. Et on a tout dans les mains pour cela. Il faut simplement redoubler d'énergie, redoubler de courage, redoubler de volonté. Et donc, vous l'avez compris, avec les axes que j'ai définis là, on va redoubler d'énergie et de volonté sur nos grandes politiques macroéconomiques et les réformes dès le début de l'année prochaine, et on va redoubler d'énergie sur chacun des axes que j'ai évoqués. Et pour ça, en plus, d'abord, j'ai besoin que le secteur privé soit encore plus à nos côtés et redouble de prise de risques. Quand je regarde les choses, il n'y a aucun autre pays en Europe qui fait ce qu'on est en train de faire. Mais on a besoin, comme récemment plusieurs ont su le faire sur l'intelligence artificielle, d'avoir des grands investisseurs privés qui viennent à nos côtés. On a réussi avec les fonds Tibi à lever plus de 6 milliards. On a le fonds Tibi 2 qui est là. Il faut encore plus d'investissements. J'ai besoin que les grands investisseurs français prennent plus de risques, que les grands investisseurs européens prennent plus de risques à nos côtés aux côtés de ces grands projets. Alors pour cela, on a Tibi 2 qui envoie les investisseurs institutionnels vers la prise de risque, on va prendre aussi des dispositions et un cadre et puis on va accélérer le cadre européen. Et dès l'année prochaine, avec le ministre, on va proposer d'aller deux fois plus vite sur le marché européen des capitaux. Maintenant, ça fait 5 ans que nous, on pousse, qu'on est arrêtés par les plus lents. Et donc on va prendre acte de ça. On va proposer à ceux qui sont prêts à aller vite avec nous d'y aller. On a besoin d'une Europe de l'investissement, de la prise de risque plus vite et plus fort, on fonce.

La deuxième chose, c'est qu'on va mettre, au-delà des capitaux, plus de rapidité publique. Je l'ai dit, c'est les réformes dès le début de l'année, on doit aller plus vite et plus fort. J'ai reçu les lettres de plusieurs d'entre vous qui me disaient : on m'a demandé encore des procédures environnementales, des autorisations locales, je reprends 12 mois sur mon projet d'usine, mon concurrent ici ou là, lui le fait en 6 mois. C'est ce référentiel qu'on va prendre. Et sur la partie publique, je vous annonce deux choses et on va être vigilants, ça ne va pas se faire du jour au lendemain. Aller beaucoup plus vite avec les lois qui vont écraser les délais pour les projets dès le début de l'année prochaine. Ensuite, moi, je vous demande de travailler beaucoup mieux avec nous sur les projets clés en main. Et ça, c'est ce qu'on doit continuer à développer avec les métropoles, villes et régions. Ce qui est par exemple parfaitement fait à Dunkerque, c'est de cartographier les sites, les friches, de faire tout le travail avant qu'il y ait un projet. De les préparer en quelque sorte et de se dire là, le projet est prêt à usage industriel, agroalimentaire ou logement. Or, aujourd'hui, nous, collectivités publiques au sens large du terme, on est trop lents. Parce que qu'est-ce qu'on fait ? On répond à un projet quand il arrive et on commence tous les délais. Si on fait tout ça, qu'on écrase tout ça, qu'on prépare la décision publique en accompagnant beaucoup plus qu'en réagissant, en préparant, en anticipant, on sera beaucoup plus efficace. Et donc on va écraser les délais, être plus rapide. Mais je vous demande aussi d'aller beaucoup plus vers les projets clés en main. Et l'autre point, avec la rapidité, l'efficacité, c'est l'achat public. Et là, je demande que dans les projets de début d'année, le ministre porte une réforme structurante, c'est que notre achat public aura deux tutelles, budgétaire et industrielle. L'achat public prendra en compte la composante que j'évoque. On ne peut pas avoir un achat public qui, quand deux solutions sont en concurrence, pour des raisons simplement budgétaires, prend une solution qui est non-européenne face à une solution qui sera plus locale ou innovante d'un point de vue de recherche. Et puis, le dernier point, c'est que pour réussir pour tout cela, il faut accélérer sur la bataille des talents. C'est pour ça que vous m'avez entendu parler du choc des connaissances à l'école, c'est pour ça que j'ai besoin de vous pour redoubler d'efforts sur la réforme du lycée professionnel, du premier cycle universitaire, et surtout de cette carte des formations au niveau local. Tout ce qu'on se dit là, cela va très vite, beaucoup plus vite qu'on ne l'imagine. Je vous le disais, il y a 5 ans, les acteurs du secteur me disaient "On n'arrivera pas à faire des batteries électriques". On a des gigafactories chez nous. Il y a 7 ans, on nous disait "Les micro-lanceurs, dans l'industrie du spatial, ça ne marchera jamais", c'est ceux qui sont en train de gagner la bataille aujourd'hui, qui nous taillent des croupières parce qu'ils sont allés plus vite que nous. Donc tout ce

qu'on vous dit impossible dans chacun de ces domaines est peut-être ce qui va révolutionner les choses. On a besoin d'aller plus vite dans ces compétences et pour former ces talents. Et donc là, on a besoin de former les talents de demain avec les universités, les organismes de recherche sur les secteurs les plus en pointe. Mais j'ai besoin qu'on aille tous, qu'on soit tous beaucoup plus mobilisés pour qu'au niveau des territoires, on anticipe ces besoins là aussi, mieux qu'on ne l'a fait et qu'on forme beaucoup mieux nos jeunes, qu'on ait un appareil d'orientation, de formation qui nous permette de répondre aux besoins de la France de 2030 et encore plus de celle de 2040 et de 2050. Plus de risque dans le privé, plus de rapidité et de cohérence dans le public et une plus grande formation et une accélération de la formation des talents. C'est clé si on veut continuer comme on a commencé de le faire, de gagner cette triple bataille souveraineté, climat, industrie, plein emploi. Elle est possible. C'est la France de 2030, celle qu'on a commencé à bâtir. On est sur la bonne direction, on est au rendez-vous. Mais je vais être simple : pour l'économie, pour l'industrie comme pour le climat, on a la référence des cinq dernières années. Prenez-là, il faut faire deux fois plus et deux fois plus vite pour les 5 années à venir. On n'a pas le choix et on y arrivera. Vive la République et vive la France ! Je compte sur vous.